

FONDATION
croix-rouge française

| Pour la recherche humanitaire et sociale



Environnement sécuritaire et offre humanitaire : l'évolution des représentations des réfugiés du site de Gado Badzeré au Cameroun

Pierre Boris N'NDE

Anthropologue

Professionnel de recherche

Département de l'information et de la communication, Université Laval, Québec



Les Papiers de la Fondation n°17

Mai 2018

Cette recherche a été réalisée dans le cadre de l'appel à bourses postdoctorales lancé par la Fondation Croix-Rouge française et avec le soutien financier de son partenaire, l'Institut de Recherche pour le Développement.

La Fondation Croix-Rouge française, créée sur l'initiative de la société nationale de la Croix-Rouge française, a pour vocation d'initier, de soutenir et de récompenser les projets de recherche qui mettent en perspective les principes, pratiques et finalités d'une action humanitaire en transition.

À travers des appels à bourses postdoctorales, l'attribution de prix de recherche et l'organisation d'événements scientifiques, la Fondation Croix-Rouge française vise à définir les enjeux de l'action humanitaire de demain, accompagner les acteurs et les personnes, parties prenantes de la solidarité internationale, diffuser les savoirs issus de regards croisés et stimuler le débat.

Les propos et opinions exprimés dans cet article n'engagent que son/ses auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement ceux de la Fondation Croix-Rouge française.

Le contenu de cet article relève de la législation française sur la propriété intellectuelle et est la propriété exclusive de l'auteur.

Il est interdit pour un usage autre que privé, scientifique ou pédagogique de reproduire, diffuser, vendre et publier intégralement ou partiellement sous quelque forme que ce soit cet article sans autorisation écrite particulière et préalable, dont la demande doit être adressée à la Fondation Croix-Rouge française.

© Tous droits réservés.



Pour citer cet article :

N'NDE Pierre-Boris, « Environnement sécuritaire et offre humanitaire : l'évolution des représentations des réfugiés du site de Gado Badzeré au Cameroun », Fondation Croix-Rouge française, *Les Papiers de la Fondation*, n°17, Mai 2018, 31 p.

Résumé

La prolifération de l'insécurité et la permanence de la violence trouvent quelques clés de compréhension dans les représentations des réfugiés sur l'offre humanitaire. La présente réflexion vise à comprendre comment dans un univers violent, les représentations des réfugiés sur l'offre humanitaire évoluent. Le site de réfugiés de Gado Badzeré adopte d'une certaine façon, une structure urbaine, mais dont la présence permanente des autorités administratives rappelle l'autorité, le pouvoir et même la contrainte. On peut mobiliser la structure de gouvernance à travers un examen des pratiques du personnel humanitaire. L'organisme, le plus sensible et très directement ciblé par ces questions est le gestionnaire de camp ou camp management en l'occurrence Première Urgence Internationale dans le site de Gado Badzeré. Le cycle des activités quotidiennes implique de la familiarité avec les réfugiés que les professionnels rencontrent couramment. Les réponses drastiques aux actes d'insécurité instaurent le pouvoir, un pouvoir de contrainte ou du moins de participer au processus de contrainte. Ici, non seulement le camp management prend la figure paternelle, mais il établit une relation verticale. Ces représentations par la suite peuvent évoluer lorsque les difficultés, la précarité et les plaintes ne trouvent pas, de manière adéquate, de résolution. Survient une relation conflictuelle, une géométrie des rapports qui change et parfois de la violence. On peut également noter un troisième mouvement. Même s'il est moins répandu, c'est celui de l'autonomisation où le réfugié passe de la phase d'assistance à la phase d'autonomie. Dès lors, le sujet se pose ou se réalise et prend peu à peu de la distance vis-à-vis de l'espace humanitaire. Manifestement, dans cet environnement de vulnérabilité sécuritaire, se façonnent un ensemble de représentations, une image de l'action humanitaire qui est associée directement aux professionnels qui opèrent dans le site et dont l'évolution peut très souvent être facteur d'insécurité.

Mots-clés : insécurité, sécurité, violence, représentations, offre humanitaire, réfugiés, professionnels humanitaire, camp management.

Summary

The proliferation of insecurity and the permanence of violence can be understood through out the representations of refugees on the humanitarian offer. This paper aims to understand how, in a violent universe, the representations of refugees on the humanitarian supply evolve. The refugee site of Gado Badzeré adopts in a certain way, an urban structure, where constant presence of administrative staff recalls the authority, the power and even the constraint. The governance structure can be examined through humanitarian staff practices. The most sensitive organisation and directly targeted by these issues is the camp management, in this case Première Urgence Internationale. Their cycle of daily activities involves familiarity with the refugees that professionals commonly encounter. The drastic responses to acts of insecurity establish power, a power of constraint or at least to participate to the constraint process. The camp management doesn't take only the paternal figure, but it also establishes a vertical relationship. These representations can evolve when difficulties, precariousness and complaints do not find adequate resolutions. Then, a conflictual relationship can occur, an alteration of relationships geometry and sometimes violence. We can also note a third movement. Even if less widespread, the empowerment where refugee passes from the state of assistance to the state of autonomy. From then, the subject arises or is realized and gradually takes the distance towards the humanitarian space. Clearly, in this environment of security vulnerability, a set of representations is formed, an image of humanitarian action that is directly associated to the professionals who operate in the site and whose evolution can very often be a factor of insecurity.

Keywords: insecurity, security, violence, representations, humanitarian offer, refugees, humanitarian professionals, camp management.

Environnement sécuritaire et offre humanitaire : l'évolution des représentations des réfugiés du site de Gado Badzeré au Cameroun

Introduction

Étudier la sécurité en milieu humanitaire revient à introduire au sein même de la détresse ou de la vulnérabilité, la question du contrôle des dangers pouvant provoquer des dommages physiques, psychologiques ou matériels tant chez les réfugiés que chez le personnel humanitaire. En clair, il s'agit de réfléchir sur les conditions de perturbations de l'équilibre humanitaire pouvant porter atteinte à l'intégrité des biens ou des personnes. Le présent papier s'articule autour d'un travail de recherche qui a été mené dans les sites de réfugiés de Gado Badzeré et Garoua Boulai à l'est du Cameroun. Ces différents sites de réfugiés abritent les populations centrafricaines déplacées pour échapper aux exactions dues aux affrontements armés en république Centrafricaine. En effet, en mars 2013, une coalition armée : Seleka fomenta un coup d'État qui renversera le président de la république François Bozizé et portera au pouvoir Michel Djotodia. L'émergence des groupes d'autodéfense chrétiens et animistes nommés anti-Balaka, fidèles à l'ancien président François Bozizé vont s'opposer à la Seleka. On notera donc des attaques massives contre les populations civiles musulmanes ou chrétiennes qui prennent la fuite vers les territoires voisins notamment le Soudan, le Congo, le Tchad ou le Cameroun. Avec la population grandissante des bénéficiaires de l'offre humanitaire et l'importante grandeur du site, de grands défis pour la gestion de cette population se posent. Actuellement, le Cameroun accueille la plus grande partie de la population réfugiée centrafricaine avec environ 241 354 personnes (selon le dernier rapport de l'UNHCR de janvier 2017) réparties dans plusieurs sites de la région de l'est du Cameroun. Le site de Gado badzeré à lui seul regroupe une population d'environ 24 384 réfugiés.

Les activités de collecte de données se sont tenues jusqu'ici dans deux sites précisément : Gado Badzéré et Garoua Boulai. La ville de Garoua Boulai a connu en premier les flux importants de réfugiés avant que des relocalisations ne soient effectuées notamment à Gado Badzéré. Ce dernier est le principal site étudié. Il est organisé en 11 secteurs. A cela, s'ajoute un autre site à la périphérie de la ville de Garoua Boulai. Il est construit en matériaux plus modernes, moins précaires, ce qui lui vaut son surnom de « CAMP VIP ».

Le profil du site établi au 30 avril 2017 laisse entrevoir une augmentation de 1022 personnes sur une superficie de 55 hectares. La population est constituée à 95.2% de musulmans, 4.1 % de chrétiens et 0.7% d'autres religions. Par contre, l'ethnie dominante est l'ethnie Peulh représentée à 93.1% contre 2.5 % de Haoussa et 4.4 % d'autres ethnies. Pendant les activités de recherche menées entre novembre 2016 et août 2017, il faut noter que la situation humanitaire connaît des moments de précarité et d'instabilité qui remettent en question l'équilibre de paix et de tranquillité. Entre les enlèvements d'enfants, les assassinats, les agressions, les vols ou même viols, le site est aux prises avec des soulèvements ou tentatives de soulèvements de la part des réfugiés insatisfaits de leurs

N'NDE Pierre-Boris, « Environnement sécuritaire et offre humanitaire : l'évolution des représentations des réfugiés du site de Gado Badzeré au Cameroun »

conditions de vie. La gouvernance humanitaire constituée entre autres de différents comités qui œuvrent à l'implication des réfugiés travaille tant bien que mal à offrir un climat de vie serein à l'ensemble des parties prenantes. Il s'agit du

« Comité Central des Réfugiés, Comité de Vigilance (45 réfugiés), Comité de Promotion de l'Hygiène et de l'Assainissement, comité de Gestion des Points d'Eau, Comité des Femmes, Comité de protection de l'enfance, Comité SGBV, Comité de Distribution de Vivres, Comité des Jeunes, Comité mixte du site et la chefferie du village pour la gestion des conflits (03 représentants de chaque secteur), un pourcentage représentatif de 40% femmes » (Profil de site Gado, avril 2017).

Ces comités n'ont pas toujours été à la hauteur pour juguler l'insécurité surtout lorsqu'on sait, d'après les rapports que certains ont été destitués en raison de leurs implications dans les phénomènes de criminalité qui ont causé beaucoup de tort à de nombreuses familles et provoqué les renforcements des mesures sécuritaires. Les questions de sécurité directement reliées aux pratiques humanitaires en ceci qu'elles constituent l'enjeu de la protection des réfugiés, émergent également dans cadre même de ladite protection. Autant les situations humanitaires (qui concernent à la fois les réfugiés internes ou externes aux camps ou les déplacés) mobilisent un ensemble de mesures d'acteurs étatiques et non étatiques, autant il devient important de s'interroger sur les relations sociales et les processus de vie qui se construisent entre les personnes en détresse d'une part et d'autre part entre elles et les acteurs humanitaires. Cela est d'autant important que l'augmentation de la population et les nécessités qui en suivent se font de plus en plus grandissantes. On peut dès lors relever une corrélation entre l'offre des acteurs humanitaires (rôles et services) et les situations auxquelles ils sont confrontés. Durant leurs activités, ils rencontrent des difficultés et même des défis qui sont d'un certain enjeu pour la sécurité et la paix sur le site. Les éléments de sensibilité et de vulnérabilité énoncés à un moment donné peuvent permettre de décrire l'état ou le climat du site de réfugiés. Il est question de comprendre l'organisation du site de la gouvernance et même du site de réfugiés afin de saisir les dynamiques de sécurité ou d'insécurité. Cela permet d'apprécier les activités humanitaires et finalement toutes les dynamiques qui se développent à l'occasion de l'aide humanitaire. On peut donc comprendre la sécurité ou l'insécurité à travers différents méandres qui la composent.

Le tableau suivant présente certaines perceptions et identifie les éléments de sensibilité et de vulnérabilité de manière synthétique en fonction des acteurs opérationnels.

Les initiatives sécuritaires se situent dans un contexte organisationnel dont les contours, les acteurs, les services sont préétablis. L'organisation telle qu'elle est mise en place représente une institution d'intégration qui offre elle-même ses propres couloirs de socialisation et très peu de place à la créativité. Les couloirs de socialisation présents dans l'organisation relèvent des activités contenues dans les programmes des différents acteurs humanitaires. Dès lors les pratiques des réfugiés en ce qui concerne la sécurité peuvent s'observer directement dans le cadre du comité de vigilance qui seul est habilité à pratiquer la sécurité de manière plus spécifique, plus ciblée et indirectement avec les activités des autres comités de gouvernance. De manière plus large : il s'agit en plus des autres comités de gouvernance, des chefs de secteurs¹, des chefs religieux ou des personnes influentes.

Il est possible de prendre connaissance des pratiques qui ont cours dans le site en s'inspirant des rapports effectués et remis au camp management (Première Urgence pour le site de Gado Badzeré), en observant la saisie des auteurs de trouble jusqu'à intervention des instances supérieures, en observant des délations des pratiques jugées dangereuses ou qui portent atteinte aux droits de l'homme ou susceptibles de menacer la paix. Les rapports élaborés par le camp management sont des outils indispensables de renseignement sur la dynamique de vie du site, mais aussi des données importantes pour tracer la courbe d'évolution de la criminalité ou du danger ou même plus largement de l'insécurité. Parler de pratiques des réfugiés reliées à l'insécurité revient à identifier ses vecteurs et tous les éléments qui renvoient à la production de l'insécurité. On comprend de manière générale que chacun des acteurs humanitaires fait face à des difficultés et cela peut à un moment donné expliquer les insécurités auxquelles l'ensemble du site est confronté.

Poser un questionnement sur la sécurité en situation humanitaire, c'est examiner au moins trois parties prenantes : les acteurs humanitaires, les gouvernements et les réfugiés. Ces derniers suscitent davantage notre curiosité car ils conjuguent leurs pratiques à un cadre spatial nouveau (le camp de réfugiés). Ce qui nous invite à faire une anthropologie du réfugié et de l'espace qui est le sien pour mieux saisir les interrelations qui se tissent autour de la sécurité ou de l'insécurité et comprendre finalement ce qu'elle produit comme type de vie ou alors qualité de personne. On pourrait choisir d'aborder la recherche humanitaire en privilégiant l'angle du réfugié en tant que sujet d'assistance, mais également en tant qu'acteur d'autonomisation. Cependant, le réfugié constitue une catégorie qui dépasse les seuls cadres de l'assistance et de l'autonomisation pour s'inscrire dans une quête de soi, une subjectivation et une redéfinition identitaire qu'obligent son nouveau territoire, le souvenir de ce qu'il était avant les violences qui l'ont fait partir de chez lui et même les rapports avec son nouvel environnement. Il est donc important de comprendre que le réfugié instruit inéluctablement un processus de subjectivation qui passe non seulement par une revendication de liberté, mais aussi un positionnement social, une inscription politique et une quête d'identité. La catégorie du réfugié constitue en elle-même une réflexion qui a son histoire. On est passé, comme le montrent si bien Cordell D. et Pérouse de Montclos M-A

¹ Le site est subdivisé en 11 secteurs et chaque secteur a un responsable qui est considéré comme le porte-parole de son unité spatiale, l'interlocuteur avec les instances managériales du site.

(2002) d'un modèle endogène et précolonial de gestion humanitaire basé sur des exodes de populations vers des espaces «sécuritaires» constituées d'enclaves fortifiées, moyennant des stratégies purement populaires de gestion alimentaire, sanitaire et agricole à des pratiques exogènes qui se définissent par l'assistance humanitaire engageant ainsi gouvernements, organisations internationales et non gouvernementales; chacune avec ses conséquences aussi dramatiques les unes que les autres. Cela présente le réfugié (bien sûr en situation de détresse) qui passe progressivement d'une situation de gestion autonome de crise dans un rapport à soi vers une situation de prise en charge dans un rapport de quasi dépendance à autrui. L'histoire des réfugiés présentée par Cordell D. et Pérouse de Montclos M-A (2002) rappelle la question d'autonomie et d'assistance dans la construction d'un mode de vie nouveau et surtout les conséquences sur la nouvelle identité et les relations avec l'espace. En gros, il est question de changement social qui implique une redéfinition de soi, du rapport à soi et aux autres et même du rapport à l'espace. Qu'est-ce que l'espace en contexte humanitaire? Comment se définit et se manifeste-t-il ? et quelles en sont les implications dans les dynamiques du circuit humanitaire? Parler d'espace suppose discuter des logiques d'encampement, mais aussi établir la relation que les camps entretiennent avec le territoire et les communautés d'accueil. Il s'agit également de voir les modalités de développement des camps, les différentes transformations et ce qu'ils produisent sur le plan structurel, socio politique, culturel, économique et même stratégique.

La dynamique humanitaire à partir des camps de réfugiés laisse entrevoir des formes urbaines improvisées avec lesquelles le réfugié est appelé à composer ou à négocier. Nous appelons formes urbaines improvisées, ces structures matérielles mises en place très souvent dans des espaces prêtés ou cédés par les communautés pour répondre de manière urgente à l'accueil de populations hétérogènes en détresse. Cet ensemble organisé renvoie aux éléments observable dans l'architecture de la ville comprise comme un « établissement relativement important, dense et permanent d'individus socialement hétérogènes » (Wirth, 1938 : 258). Michel Agier (2001) en fait l'objet d'une réflexion, dans la continuité de Wirth, il examine les camps de réfugiés quand il y décèle des éléments et des pratiques qui les rapprochent des pratiques urbaines. Pour lui, le système de survie et l'organisation des camps « créent des opportunités de rencontres, d'échanges et de réélaborations identitaires parmi tous ceux qui y vivent. Dans ce sens le dispositif humanitaire produit de la ville, si l'on considère la ville du point de vue de sa complexité essentielle » (2001 : 129). À partir de son expérience de terrain dans le camp de réfugiés de Dadaab au nord-est du Kenya, Agier découvre « trois ébauches d'une forme probable de vie urbaine : ébauches d'une symbolique des espaces, d'une différenciation sociale et d'un changement identitaire » (2001 : 130). Cependant, le camp reste un espace où les identités ont du mal à s'exprimer, s'effacent et se recréent. On assiste à une absence de vie politique, un « sentiment de mort physique ou sociale ». Le camp, même s'il est considéré comme une « ébauche de ville » reste un projet inachevé. Il se définit principalement par sa liminarité, c'est-à-dire par un caractère de transition permanente, ou pour le dire comme Van Gennep, les réfugiés quittent un statut et sont dans une attente permanente d'un nouveau statut ou même d'une nouvelle identité. C'est la permanence de cet état transitoire qui fonde le camp de réfugié en tant que ville inachevée. Et par le fait même, le réfugié se construit une existence dans l'espérance, ce que Hanssen-Bauer et Jacobsen (2003) qualifient de « normalité du provisoire ». Sari Hanafi (2006), dans l'étude du statut légal et de la situation socioéconomique de deux communautés palestiniennes accueillies en Égypte pour l'une et dans les territoires

palestiniens pour l'autre, relève également le paramètre urbain de la vie des camps. Pour le sociologue,

On ne peut comprendre les problèmes des camps de réfugiés que si on les étudie en tant que sites urbains. En raison des longues années de double marginalisation des camps de réfugiés en Cisjordanie et à Gaza, ces camps ressemblent à n'importe quel bidonville ou quartier dégradé dans le monde. Les chercheurs doivent les aborder comme tels, comme par exemple ceux de la banlieue parisienne (2006 : 88).

Les réfugiés y vivent les mêmes types de violences, sont confrontés aux mêmes problématiques socioéconomiques, même si une situation d'ambiguïté identitaire leur est consubstantielle. Pour Hanafi, les camps peuvent être considérés comme des espaces d'exception où le souverain a le droit de suspendre la validité de la loi. Il parle d'état d'exception des symboles de l'illégitimité territoriale. Cette illégitimité symbolique est marquée par la présence d'hommes et femmes en uniformes, les délimitations, les forces de l'ordre. Michel Agier en fait un développement assez éloquent lorsqu'il parle des camps de réfugiés comme « l'emblème de cette condition sociale formée par le tandem guerre/humanitaire, et le lieu où elle se construit de la manière la plus élaborée, comme une vie maintenue à distance du monde social et politique ordinaire » (2001 : 129). Les camps de réfugiés tout comme les pratiques ou les activités des réfugiés tendent à désenclaver les espaces (Doraï M.K., 2008).

Dans la mesure où « Le camp ne peut être simplement considéré comme un espace de mémoire, de continuité et de stabilité dans l'exil, c'est aussi un espace de vulnérabilité » (Doraï M.K., 2008), l'idée ici est de montrer les effets et les répercussions sociales, économiques, psychiques, psychologiques et physiques chez les réfugiés, condition préalable à la compréhension des problématiques sécuritaires. Les travaux d'Agier et Saulnier (2003) sur les « espaces humanitaires » comme « espaces d'exceptions » présentent le réfugié encore ici dans sa position la plus réduite. Eloïse Benoît parle des camps comme d'un lieu de restriction de mouvement où « les réfugiés sont littéralement entreposés et administrés par le HCR, dans un univers distinct de l'environnement social et légal de l'État hôte » (2015 : 134).

Dans son passage d'« individus-sujets en victimes-objets dé-personnifiées », le réfugiés se trouve moins dans une zone de « non-droit que dans une zone de droit et pouvoir d'exception où tout est possible pour qui le contrôle ». En clair, le statut juridique du camp de réfugiés constitue en lui-même un cadre de vulnérabilité propice aux abus et à la violence. Les cas sont nombreux. On citera par exemple « La divulgation, au mois de février 2002, de certaines des informations du rapport de l'organisation britannique Save the Children Fund (SCF-UK) sur « L'exploitation et les violences sexuelles sur les enfants réfugiés au Liberia, en Guinée et Sierra Leone » » ou encore les scandales qui ont impliqué les casques bleus de l'ONU et les jeunes enfants réfugiés de Centrafrique ou de Côte d'Ivoire pour ne citer que ceux-là. Dès lors, le camp de réfugiés constitue de manière intrinsèque un espace de sécurité qui devient très vite un espace d'insécurité. Il existe donc des inter-influences entre la dynamique des camps et les réfugiés. Si ceux-ci contribuent à modifier et fabriquer les espaces, leurs devenir et leurs statuts dépendent fortement des logiques des camps.

L'humanitaire n'est pas seulement définissable comme une intervention extérieure, plus ou moins charitable ou politique. Cette intervention institue une situation de biopouvoir et un

espace d'exception qui doit être, en principe, maintenu à distance de la vie sociale ordinaire comme de la guerre. Mais, dans le même temps, elle crée un espace de relations sociales: des relations établies entre des victimes de guerre, d'exode, et des intervenants locaux ou internationaux appartenant à des structures de soin, santé ou protection (Agier, 2003 :76). Il se dessine donc une pluralité des identifications locales rendant les espaces de vie fragiles (Agier, 2003). C'est ce que Bauman (2000) a appelé la « modernité liquide ». « Cet ancrage à plusieurs lieux - et, potentiellement à un réseau de lieux - confirme le poids du « local » (face au « global »), tout en détachant ce local de la référence à une racine, un enracinement, et une origine unique et définitive » (Agier, 2003: 87). Cela peut donc avoir des répercussions sur les réfugiés, surtout psychologiques et qui vont désormais conditionner leur nouvelle vie. Lætitia ATLANI s'est penchée sur la prise en charge de réfugiés affectés sur le plan psychologique. Les approches proposées pour la prise en charge peuvent nourrir la recherche qui est faite à ce propos.

Travaillant sur les désordres de stress post-traumatique (PTSD) et s'inspirant des travaux d'Alan Young (1995), elle étudie les conditions d'évolution des paramètres liés à l'assistance humanitaire. Les traumatismes devraient être pris en compte dans les soins de santé apportés aux réfugiés. Dès lors, l'assistance ne se penche plus seulement sur les dommages causés au corps physique, elle va inclure dans ses démarches les chocs et les affections psychologiques conséquences des violences qui sont à l'origine des déplacements. L'assistance humanitaire va introduire dans ses protocoles toute la dimension psychologique et affective de l'individu en détresse. La reconstruction des manifestations des traumatismes prévoit le processus suivant :

- A- Le réfugié a été exposé à un événement traumatique (vécu ou témoin de situations assez graves et réaction du sujet notamment par la peur).
- B- Le réfugié revit constamment l'événement traumatique (souvenirs répétitifs, rêves, agissements soudains, perturbations psychologiques, réactivités physiologiques)
- C- Le réfugié évite les stimuli associés au traumatisme (il évite les pensées et les activités associées au traumatisme)
- D- Le réfugié manifeste une présence de symptômes persistants (insomnies, colères, irritabilités, hyper vigilance). (Atlani, 1997 :12-13)

Ceci peut en effet créer un environnement suffisamment instable pour perturber durablement l'équilibre des réfugiés de manière individuelle et collective. Il n'est dès lors, pas surprenant qu'on ait affaire à une population susceptible ou bien facilement irritable, pouvant créer très facilement des émeutes, des soulèvements bref, un état d'insécurité. Il faut bien comprendre que l'insécurité est d'abord reliée à des facteurs psychologiques, à des représentations. Ces représentations sont elles-mêmes tributaires du vécu.

Toujours dans la logique de compréhension du réfugié, la situation humanitaire dans le cadre des camps crée un nivellement des particularismes et l'individu en tant que singularité cesse presque d'exister. Le contexte du refuge supprime l'identification à la société d'origine et dans la permanence du provisoire, se pose le problème d'identité. « La perte des lieux d'origine met en question l'évidence même de l'identification locale, en tant qu'identité d'origine et structurante: une fois défaite, distante et ainsi plus objectivée, cette relation à l'espace apparaît comme le résultat d'investissements, de stratégies » (Agier, 2003 :87), de « techniques de production de la localité » (Appadurai,1996:1821). Le réfugié est donc dans une situation de rencontre d'autres réfugiés comme lui ou même, d'acteurs humanitaires ou

militaires. Il se produit un changement de rapports sociaux, « on peut observer que les différentes populations mises en contact dans le cadre de l'exil induit par la guerre engendrent des ordres sociaux d'un nouveau type » (Agier, 2003 :76). Michael Pollak (1990) dans le cadre des camps de concentration nazis. « L'identité ne devient une préoccupation et, indirectement, un objet d'analyse que là où elle ne va plus de soi, lorsque le sens commun n'est plus donné d'avance et que des acteurs en place n'arrivent plus à s'accorder sur la signification de la situation et des rôles qu'ils sont censés y tenir » (Pollak, 1990 : 101). La reconfiguration identitaire que subit le réfugié peut procéder par la violence ou tout simplement par la relation aux autres. Il n'en demeure pas moins vrai qu'il se plonge désormais en situation de refuge, dans un cycle permanent d'affirmation de soi. L'espace le plus probable et favorable à son identité reste le camp. C'est dans cet entre-deux que le réfugié se définit et travaille à se recréer.

On traitera le réfugié comme une catégorie, c'est-à-dire un ensemble d'expériences particulières reliées à la paix, la détresse et l'urgence. On parlera ici d'un ensemble d'expériences constituées d'identités d'origine, d'expériences de la guerre, du conflit, de la catastrophe, du refuge ou de l'exil. La catégorie du réfugié peut également être comprise comme une étape humaine provisoire et éternisant vers un ailleurs ou un mieux-être en devenir. Cette catégorie peut donc être interprétée dans la complexité de la dynamique urbaine dans la mesure où les camps de réfugiés sont représentatifs d'une « ébauche de ville » ; laquelle crée des vulnérabilités, des inégalités et des insécurités. Le réfugié qui se trouve donc en situation « urbaine » négocie des espaces de libertés pour se produire en sujet. De nombreux travaux (notamment ceux présentés ci-dessus) ont établi la relation entre les camps et la ville, mieux, ont développé une sorte de paradigme de l'urbain dans l'étude des camps. Ces travaux ont eu pour résultat de produire aux moins deux conséquences : la première est celle de diluer les dynamiques singulières du réfugié dans le réseau d'interrelations socioéconomiques et suprasociales en insistant moins sur le vécu, les transformations individuelles et singulières que sur ses difficultés dans le nouvel espace de vie et ses capacités à produire l'urbain. La seconde conséquence est celle de le réduire à une victime, un bénéficiaire d'assistance humanitaire en oubliant sa dimension de sujet en formation. Il y a peu ou prou de développement sur le processus de subjectivation du réfugié et sa constitution en tant que catégorie. Pour nous, c'est devant le vécu, la trajectoire singulière et le sujet que se pose la question de sécurité.

Par ailleurs, la catégorie du réfugié doit son existence à une perturbation d'un ordre de paix, d'un équilibre de sécurité. Cependant, la vie en camp de réfugié n'est pas non plus exempte de toute insécurité; bien au contraire dans le site de réfugié de Gado Badzeré où la recherche s'est faite, l'insécurité se vit de façon permanente. Bien plus, elle arrive à organiser les rapports humains ou sociaux. Elle peut soit perturber le rythme des activités humanitaires ou alors modifier ou supprimer certaines formes d'assistance. La sécurité peut être étudiée mieux qu'un événement, un phénomène, des mesures, des pratiques ou des dispositifs. Elle peut être examinée ici comme un modèle de lecture des relations sociales en situation humanitaire.

Le contexte frontalier au Cameroun où sont installés la plupart des sites et camp de réfugiés offrent un climat de sécurité approximative. Pascal Touoyem (2011) en étudiant la conjoncture sécuritaire en zone frontalière, il établit une circonscription de zones dangereuses. Le Cameroun, le Tchad et la République Centrafricaine forment un triangle

qu'il appelle « triangle de la mort » où sévit toute sorte de violence qui passe du pillage de bétail et de ressources agricoles aux prises d'otages en passant par les viols, meurtres ou trafic d'armes. Il voyait déjà que le phénomène des « coupeurs de route » « met très sérieusement en danger la sécurité de l'ensemble de la sous-région Afrique Centrale...le caractère transfrontalier de ce phénomène lui confère une portée géopolitique aux conséquences économique, politique, écologique et humanitaire très graves » (2011 :13). Il relevait déjà quelques conséquences sur les régions frontalières camerounaises :

Survenance d'une violence quotidienne et multiforme, qui fait chaque année plus de mille victimes directes et collatérales; création d'un climat de terreur à l'intérieur de la zone concernée, avec déplacement des populations (réfugiés tchadiens, et centrafricains au Cameroun; déplacés internes dans la brousse dans des conditions extrêmement difficiles et humainement insupportables); aggravation des tensions entre les communautés ethniques, arabes choas et kotoko notamment; paupérisation de la population et fuite des capitaux (investisseurs); émergence d'un problème de défense nationale, de sécurité collective et humaine; destruction de la faune et des espèces protégées (2011 : 14).

En fait, c'est le caractère transfrontalier de ces auteurs de trouble qui alimente l'insécurité sous régionale. Touoyem pense que cette insécurité est le reflet des situations politiques instables au Tchad et en Centrafrique qui ont connu un foisonnement de rebelles, des guerres et des militaires démobilisés. Et justement, ces derniers s'ils ne participent pas aux opérations, louent ou vendent leurs armes aux brigands qui s'en servent pour contraindre plus facilement. Cette insécurité a tendance à s'amener dans les espaces humanitaires et à affecter ainsi les réfugiés déjà en situation de détresse.

Le statut juridique des camps de réfugiés déjà reste assez problématique en ce qui concerne l'administration. Elle est confiée aux ONG et aux réfugiés eux-mêmes organisés. L'État intervient très peu. Cependant, et contrairement à ce que pense Benoît (2015) quand elle déclare que « les réfugiés n'ont pas accès aux mécanismes étatiques de justice comme l'exige pourtant la Convention relative au statut des réfugiés », il existe pour le cas du camp de Gado Badzeré un accord qui permet aux autorités publiques de recevoir les plaintes de réfugiés et même d'intervenir au cas où ceux-ci sont saisis.

Quelques informations d'ordre général nous permettent d'introduire la dynamique de ce site. Plusieurs actes d'insécurité ont été enregistrés dans le site de réfugié depuis sa création jusqu'à l'heure actuelle. Ces questions, même si elles sont des préoccupations des acteurs humanitaires ou des réfugiés, ne sont pas analysées en elles-mêmes. Elles sont pensées en termes d'entorse aux activités humanitaires. De la même manière que l'abondance de la littérature sur les questions humanitaires touchent davantage l'angle éthique, les mobilités, la dimension spatiale en laissant très peu de place aux analyses sur les questions de sécurité, les recherches en milieu humanitaire sont très peu accueillies quand il s'agit de glaner des informations sur les sujets de sécurité. Nous avons cependant remarqué pendant la recherche que les préoccupations sécuritaires étaient à chaque fois abordées et faisaient l'objet d'élaboration ou de mise à jour des protocoles sécuritaires. De plus, à chaque incident sécuritaire, s'en suivaient des relations assez tendues entre les réfugiés et les acteurs humanitaires. Au cours des entrevues menées avec les réfugiés, nous avons remarqué que leur considération pour l'offre humanitaire évoluait et variait en fonction des circonstances et des enjeux de sécurité. Nous nous sommes donc intéressés aux mécanismes par lesquels les questions de sécurité influencent les perceptions des réfugiés

sur l'action humanitaire. Notre question de recherche est donc celle de comprendre comment les questions de sécurité et d'insécurité modifient et façonnent les représentations des réfugiés sur l'offre humanitaire. Nous avons pu élaborer une hypothèse principale de laquelle découlent quelques hypothèses secondaires. Nous suggérons que les représentations des réfugiés au sujet de l'offre humanitaire s'organisent à partir de leurs interrelations avec la manière dont la sécurité est gouvernée. Les hypothèses secondaires qui en découlent présentent premièrement les mécanismes qui sont mis en place pour juguler l'insécurité comme une variable qui permet d'apprécier l'intérêt des acteurs humanitaires pour la sécurisation du site. Ensuite, les perceptions des réfugiés sur leur vulnérabilité leur permettent d'estimer l'ampleur du danger et par conséquent forment leur opinion. Enfin, les rapports que les réfugiés entretiennent entre eux et avec le gestionnaire de camp peuvent être considérés comme un paramètre déterminant dans la considération des services humanitaires.

Une grande panoplie de travaux a fait état de la violence des camps de réfugiés (Verdirame et Harrell-Bond, 2005), des camps comme étant des zones de non droit, des espaces d'exception (Agier et Bouchet-Saulnier, 2013), de la justice parallèle à celle de l'État hôte au sein des camps et surtout du fait que les camps de réfugiés n'étaient pas régis par le droit international, qu'ils constituaient en réalité des espaces informels sous la responsabilité du HCR (Benoit, 2015). Que ce soit sur le plan juridique, politique ou même sociologique, la dimension des camps comme zones grises (Pandolfi, 2006) est également largement revisitée. La présente recherche pose un regard sur le réfugié et son interprétation de l'offre humanitaire. Nous posons ici une ethnographie à partir du réfugié, de ses représentations pour contribuer au large champ du savoir déjà existant qui traite davantage de son milieu de vie, des acteurs avec lesquels il compose, des dispositifs gouvernementaux, non gouvernementaux et internationaux qui gravitent autour de sa condition. Comment l'offre humanitaire peut-elle se transformer dans son passage des acteurs humanitaires aux réfugiés en transitant par toute sorte d'intermédiaires notamment l'État hôte ou les forces de l'ordre. Quelles sont les significations qu'il est possible de dégager dans la symbolique de l'humanitaire chez le réfugié. Et plus loin, quelles sont les mécanismes qu'il est possible de relever dans le cheminement cognitif, psychologique et même des transformations du sujet. Le regard ou les représentations des réfugiés sur l'humanitaire à l'occasion des enjeux de sécurité nous fournissent quelques clés de compréhension de la dynamique identitaire dans cet espace complexe qu'est le camp et même de comprendre la violence des réfugiés. Ce travail pose définitivement que les réfugiés ne sont pas des personnes à la violence atavique comme le suggèrent quelques acteurs humanitaires interrogés. Ils ne sont pas des « gens qui ne comprennent rien ». Ils sont des « personnes diminuées » par l'horreur et qui en situation transitoire, opèrent un processus de subjectivation pour se reconstituer un sujet, pour exister. Comprendre cela peut devenir un début de solution aux stéréotypes et même à une manière de gérer l'humanitaire.

Méthodologie

La recherche a nécessité une étude rétrospective. Un ensemble de situations, ayant eu lieu quelques mois avant la collecte de données, a été privilégié pour répondre à la question de recherche. Une combinaison à la fois de l'observation directe, des groupes de discussion et de l'ethnographie a été mobilisée.

En ce qui concerne premièrement l'observation directe, il était question de collecter des informations documentaires auprès des professionnels humanitaires ou alors des professionnels de la sécurité dans les espaces humanitaires. Il s'agissait entre autres des rapports d'activités, des synthèses de situation, des règlements et procédures d'activités. Plusieurs rencontres de discussion ont été organisées à travers le guide d'entrevues. Plusieurs entrevues ont également été menées auprès des réfugiés bénéficiaires de l'aide humanitaire. Par l'observation directe, nous avons pu opérer des entrevues avec les organisations présentes sur le site. Le guide d'entrevue oriente l'interview sur le fonctionnement des organisations présentes, sur les événements qui se sont produits pendant le travail des organisations tout en privilégiant celles qui ont un lien étroit ou indirect avec la sécurité ou l'insécurité. Les entrevues ont permis également de croiser les informations fournies en interrogeant diverses organisations sur leurs perceptions des mêmes phénomènes qui ont eu lieu dans le site.

Par ailleurs, des groupes de discussion ont pratiqué pour collecter des informations sur les mécanismes de gestion des crises ou des situations de sécurité ou d'insécurité. Les groupes de discussions se faisaient presque spontanément. De facto, toutes les entrevues menées avec les organisations humanitaires étaient des groupes de discussion. De même que les entrevues menées avec les comités de gouvernance, c'est-à-dire : comité de vigilance, comité des femmes, comité des jeunes, comité des sages, comité mixte. Par contre, certaines entrevues individuelles permettent de relever des informations isolées de celles que présente le groupe. Avec les comités de gouvernance, nous avons relevé des informations concernant les activités du comité sur le site, les mécanismes de collaboration avec les partenaires humanitaires, des données sous forme de plainte notamment en ce qui concerne les besoins en alimentation, en sécurité, en éducation ou même en emploi. Cela permet d'avoir le point de vue critique des réfugiés sur le travail du personnel humanitaire. Cela permet aussi de relever les aspects qui n'apparaissent pas le discours toujours mélioratif qui ressort des groupes de discussion. À partir des entretiens directifs et des groupes de discussion, on a pu recueillir des données qui retracent les principales missions des organisations humanitaires, les principales activités de ces organisations, les événements d'insécurité rencontrés et répertoriés, les modalités de collaboration avec les autres humanitaires. On a également pu relever les opinions individuelles des agents humanitaires, des points de vue critiques sur la gestion des cas ou des situations qui ont eu lieu dans le cadre de leurs activités. Quelques données quantitatives ont été produites pour faire état de l'ampleur des activités ou du volume d'informations servant à matérialiser la sécurité ou l'insécurité. Nous avons donc collecté des données démographiques sur la population des réfugiés, des données sur la mobilité des réfugiés dans le site, des données brutes sur l'insécurité en termes de nature et de nombre d'événements d'insécurité. Nous avons également collecté des données sur les processus de gestion des risques de sécurité et des occurrences d'insécurité.

Pour compléter notre approche méthodologique, nous avons eu recours à l'ethnographie. Cette ethnographie s'est faite non seulement dans le cadre des activités de sécurisation, mais aussi dans le cadre des activités du manager de camp. On a donc pu répertorier les acteurs en présence ainsi que leurs rôles dans la sécurité. Il a été possible de comprendre leurs implications dans le fonctionnement des activités au camp et de quelle manière ils sont impliqués dans la dynamique sécuritaire. Pour être favorable, il était important de participer aux activités journalières, notamment l'adressage, les services des plaintes, les rencontres

avec chaque comité dans le cadre des tournées, les réunions de coordination, les séances d'accueil des autorités administratives, les visites à domicile et tout autre événement célébré dans le site, notamment la journée internationale de la femme. On a pratiqué à faible proportion, l'écoute des expériences de vie des réfugiés parce que ceux-ci étaient très peu disposés à le faire, nous n'avons pas eu suffisamment de temps pour prolonger la relation de confiance jusque-là. Ceci nous permet de décrire le cycle des activités et de voir comment l'insécurité ou les mesures de sécurité viennent influencer les comportements. Enfin, on a pu mettre en exergue les pratiques des populations réfugiées. L'accès aux autres responsables des organisations humanitaires n'a pas été évident, de plus, compte tenu du temps que nous disposions, il était plus pertinent de se concentrer sur les aspects les plus proches et susceptibles de répondre à la problématique. Le cercle des femmes, constituant un cercle très fermé n'était pas favorable à nos observations, à cause notamment des pratiques culturelles, pourtant elles représentent des éléments clé dans l'étude de la violence et restent des victimes privilégiées de l'insécurité.

On a privilégié plusieurs outils de collecte : les guides d'entrevues pour conduire nos entretiens, les appareils d'enregistrement pour recueillir entièrement les discussions. Ils ont été fortement utiles pour nous permettre de préciser certains aspects liés au rôle des organisations humanitaires dans la gestion des conflits par exemple. Les enregistrements nous ont aussi permis de déceler les biais dans les traductions et d'y remédier. La photographie a été utile pour illustrer nos propos, mais aussi pour prendre des images en vue d'identifier et de nous renseigner par exemple auprès des humanitaires sur le rôle ou le statut social de l'un ou l'autre participant dans nos groupes de discussion. La photographie constituait aussi un meilleur outil de familiarisation avec la population des réfugiés hostile dès le départ à notre présence sur le site. Précisons que le fait de prendre une photo est interprété par les communautés comme une marque d'intérêt à leur endroit. Il s'agit pour eux d'un « privilège » de se prendre en photo et de ce fait, cela a aidé à créer des liens, des relations de proximité et à faciliter les discussions sur l'un ou l'autre sujet.

La difficulté d'accès aux autorités administratives, policières ou militaires n'a pas permis de compléter l'ethnographie. Une partie de la recherche portait sur l'évaluation du climat de sécurité d'après les forces de l'ordre. À ce moment, les plaintes enregistrées, les diverses interventions, les systèmes de gestion des cas provenant des sites de réfugiés auraient pu apporter un nouvel éclairage ou alors un point de vue distinct de celui des réfugiés et des acteurs humanitaires. Cela aurait pu nous aider à effectuer la triangulation des données collectées jusqu'ici. Pour des raisons citées plus haut, les autorités n'ont pas été disponibles pour des entretiens ou même pour toute information sur les questions de sécurité et des événements qui ont cours dans les sites de réfugiés. Les recherches se sont donc concentrées sur les humanitaires et les réfugiés.

Les données ont été analysées en suivant un contenu thématique. Nous avons au préalable repéré les thématiques clés se rapportant aux indicateurs, eux-mêmes qui dépendent des différentes hypothèses formulées. Ensuite, les mots clés des différents discours se rapportant à chacune des thématiques ont été répertoriés dans un tableau thématique. Il s'est opéré ensuite un croisement de tableau pour évaluer les diverses thématiques entre elles et voir quels étaient les liens ou les relations. Certaines données plus quantitatives ont nécessité la construction de tableaux et même de diagramme avant de procéder à des commentaires. Se rapportant aux discours, on a pu facilement soit critiquer

les données quantitatives, soit montrer les concordances ou les écarts. Certaines informations ont plutôt nécessité un développement littéral. C'est le cas des récits d'évènements. À chacune des thématiques développées, il est donc possible d'associer une illustration en se servant des discours des enquêtés. Nous avons donc pu nous élaborer sur les concepts de « sujet », « subjectivation » (Stébé, 2011) dans cadre de la « production de soi » chez les réfugiés. Nous avons également mobilisé les concepts « d'insiders » ou « d'outsiders » compris encore sous les vocables « d'en-groupe » et de « hors-groupe » (Chouiki, 1997, 2012, 2013) pour examiner les questions d'appartenance et surtout le sujet porteur d'insécurité. « Le sentiment de sécurité » (Bonafe-schmitt J-P., 1991, Chaguiboff J., 1991, Moser G., Lidvan P., 1991, Anselme M., 1991, Schaut C., 2000) concept très polymorphe et assez riche trouve très bien ici son cadre d'expression ; « le pouvoir » ou « la domination » sont également des concepts qui ont été mobilisés pour étudier les relations et les perceptions. Toute l'opération d'analyse s'est faite à la main, sans logiciel d'analyse, tout simplement pour rester plus proche des données.

Résultats

Comme la plupart des sites humanitaires, le site de Gado Badzeré et Garoua Boulai à l'est du Cameroun et proches de la frontière avec la République Centrafricaine peuvent être observés comme plusieurs autres concentrations humaines. On est en face d'un agglomérat social à petite échelle. Ces sites² ont une histoire et une dynamique démographique. Ils ont développé des relations avec les populations hôtes. Ces « villes en miniature » décrivent une multitude d'activités à côté de celles qui concernent directement l'action humanitaire. Devant cette floraison démographique, les espaces des villages occupés se retrouvent désormais vitalisés³. À côté des peuples Gbayas qui habitent ces villages, les populations réfugiées offrent une diversité ethnique. On note les peuhls ou foubés qui représentent l'ethnie majoritaire, les haoussas, les bororos, les arabes choas, les sango ou Ngbandi pour ne citer que ceux-là. Nous souhaitons nous appesantir sur le site de Gado Badzeré, beaucoup plus grand et plus imposant en termes d'activités et de gestion. Sur le site de Garoua Boulai, il se passe pratiquement les mêmes activités. Et donc, parler du premier rendrait définitivement compte, à quelques exceptions près, du comportement du second. Le site de Gado Badzeré s'étend sur 55 hectares de terrain. Il est subdivisé en 11 secteurs d'habitations, chacun ayant à sa tête un chef de secteur choisi parmi les réfugiés et désigné par eux-mêmes. Les espaces des secteurs ne sont pas tous occupés. Ils font l'objet de constructions progressives au fur et à mesure que la taille des populations augmente.

L'observation s'est pour une grande partie focalisée sur les échanges entre acteurs humanitaires et les réfugiés. Les représentations des réfugiés peuvent être présentées en

² À Gado Badzeré, tout comme à Garoua Boulai, nous sommes en face de sites de réfugiés. Loin de parler de « camps de réfugiés », nous opterons pour l'expression « sites de réfugiés ». La première expression qualifierait cet ensemble de populations en détresse localisée dans un espace caractérisé par l'enclosure, le contrôle de la circulation et la présence d'autorités militaires. La seconde, en plus de qualifier le même type de population, n'inclurait pas de barrière, ni même un contrôle systématique des entrées et sorties des réfugiés.

³ Les villages qui ont prêtés leurs espaces à l'établissement des sites de réfugiés sont des ensemble à faible densité humaine. On note de très vastes étendues inoccupées. La présence massive des réfugiés vient redonner en quelque sorte de « vie » à ces parcelles pratiquement désertes non exploitées.

suivant trois principaux développements. En premier lieu, on montrera les mécanismes qui ont été instaurés pour répondre aux problèmes d'insécurité et même pour garantir la sécurité à la fois des réfugiés et même du personnel humanitaire. On parlera ainsi des modes de gouvernance qui ont cours sur le site et les implications sécuritaires. En deuxième lieu, on abordera les perceptions de la vulnérabilité à la fois de la part des réfugiés et des acteurs humanitaires. On discutera ici des discours développés par les réfugiés au sujet des acteurs humanitaires et inversement. Ce qui nous permettra de situer le climat de vie et la trajectoire que prend le réfugié. On décrira dans le troisième moment, les interrelations qui organisent les réfugiés et les acteurs humanitaires.

Gouvernance et mécanismes de sécurité humanitaire

On distingue une démarche de gestion sécuritaire englobante de mécanismes individuels. En ce qui concerne la gestion globale du site, on peut la comprendre à travers une ethnographie des pratiques, principalement de l'ONG gestionnaire de camp. On s'appuiera sur les activités quotidiennes.

Le circuit des pratiques du camp management

Le camp management ou gestionnaire de camp est l'ensemble que constitue l'équipe de l'ONG Première Urgence Internationale (PUI) à qui le HCR a confié la gestion du site de réfugiés. La taille du personnel a varié tout au long de l'année, due notamment aux affectations, aux promotions ou encore aux nouveaux recrutements. Nous avons fait face au tout début de la recherche à une équipe composée de six personnes dont deux chefs-moniteurs, trois moniteurs et un chauffeur. D'après le manuel d'urgence du HCR et même du conseil norvégien pour les réfugiés, le gestionnaire de camp est l'organe central qui est responsable du camp du développement du bien-être. Il peut collaborer avec d'autres partenaires (ONG) pour la gestion de questions précises et plus techniques notamment les violences, l'éducation, la construction des abris, l'eau et l'assainissement, l'autonomisation, etc. En plus des objectifs de protection, il a pour rôles et responsabilités de gérer et former le personnel, coordonner et faire le suivi des services, assurer l'entretien et la maintenance de l'infrastructure du camp, gérer les informations, communiquer avec la population du camp (Le toolkit de gestion de camp, 200 : 44-65; UNHCR emergency Handbook, 2010; United Nations High Commissioner for Refugees and International Organization for Migration, 2010.).

Le cycle d'activités routinières à l'agenda de PUI prévoit plusieurs activités journalières entre le personnel et entre le personnel et les réfugiés. Les journées de travail et de présence effective des acteurs humanitaires sont organisées en fonction des heures sécuritaires, traduit par le jargon « heures sécu ». Elles sont comprises inclusivement entre lundi et vendredi de 8 heures à 16 heures. Ce sont les heures règlementaires de travail. Aucune activité en dehors de ces heures n'est techniquement pas permise. Néanmoins, on verra plus loin qu'il y a eu des activités qui ont été menées en dehors de ces heures car elles répondaient à des besoins urgents. L'équipe de Première Urgence réside à Garoua Boulai, le centre urbain le plus proche et le plus disposé à accueillir en logement et en commodités de subsistance. Un trajet en minibus de 30 minutes les sépare donc du site de réfugiés où ils interviennent. Un rassemblement est prévu tous les matins à la seule station-service de la ville pour un départ à 7 heures et demi vers le site de réfugiés. Une fois sur le site, une réunion à huis-clos est tenue dans les locaux de l'organisation pour faire une évaluation des activités de la veille, la programmation des activités de la journée, vérifier le bilan d'évolution

du programme et procéder à des auto critiques ou une gestion de conflits entre les membres du personnel. Une fois cette étape terminée, à chaque professionnel humanitaire est attribuée une ou des activités spécifiques pour la journée. De manière générale, les journées commençaient par l'activité d'adressage, qui consiste à répertorier les habitations des réfugiés construites dans les différents secteurs du site et à attribuer à chacune une adresse. Cela permet également de mettre à jour le fichier démographique, c'est-à-dire de taille des ménages. Il s'agit de se rendre de secteur en secteur, d'abris en abris. Le but de l'adressage, disent-ils, est de faciliter le repérage et l'intervention en cas de nécessité. Il sert également de base à la gestion quotidienne des réfugiés et aux projections quand survient des opérations à conduire dans le cadre humanitaire. Après avoir circonscrit et décompté l'ensemble d'habitations à adresser pour la journée, le professionnel s'installe dans un espace dégagé et il a devant lui une file d'attente de réfugiés précédemment avertis de la tenue de l'opération. Chacun tenant en main ses documents d'identification (carte de réfugié et lettre d'installation dans le site) pour se faire enregistrer et attribuer une adresse. Les photographies ci-contre l'illustrent parfaitement.



Figure 1. Photos d'une opération d'adressage. Crédit photo: Pierre Boris N'NDE

Le tableau suivant présente l'évolution de l'adressage pendant les six premiers mois de la recherche.

Figure 2. Tableau de l'évolution de l'adressage

Pendant ce temps, d'autres professionnels sont affectés, au bureau de l'organisation, à recevoir les réfugiés qui présentent toute requête ou plainte, ou même observation. Il est impératif pour les professionnels humanitaires de parler la langue locale répandue des réfugiés pour faciliter la communication et leur travail. La langue la plus parlée est le fulfuldé. Il arrive que certains professionnels maîtrisent cette langue moins que d'autres. Dans l'équipe de PUI, seulement les deux chefs moniteurs pouvaient la parler parfaitement. Les autres même s'ils s'essayaient, sollicitaient souvent l'intervention des chefs moniteurs pour faciliter les échanges. En général, les réfugiés qui se présentent à la porte du bureau, inclinent légèrement le corps en signe de respect et attendent une invitation à pénétrer la pièce. Quand ils sont invités, ils peuvent exposer leurs inquiétudes. Trois cas de figures sont possibles. Tout d'abord le problème exposé peut être rébarbatif. Dans ce cas, le plaignant soumet son problème à répétition même s'il a déjà obtenu une réponse, qui dans ce cas lui est insatisfaisante. C'est le cas par exemple d'un problème qui nécessite du temps pour être résolu ou bien des ressources plus importantes, ou encore qui est commun à la plupart des réfugiés. Le second cas de figure, le problème est résolu et le réfugié trouve satisfaction. Dans le troisième cas, le problème n'est pas de la compétence du camp management, le réfugié est tout simplement référé vers l'organisme pour personne la mieux indiquée pour répondre à ses préoccupations. Quel qu'en soit le cas, il est enregistré et suivant sa nature

et s'il a été résolu, non résolu ou référé. Ces informations pourront être inscrites dans le situation report ou dans le jargon humanitaire « Sitrep » (rapport de situation). Il est hebdomadaire et produit à la fin de chaque semaine de travail, soit le vendredi.

Figure 3 Tableau de répartition mensuelle des plaintes

Il arrive très souvent qu'un nombre considérable de plaintes ne soit pas résolu par le camp management. Parfois les réfugiés exacerbés s'agglutinent à l'entrée du bureau du camp management et chahutent dans la cacophonie au sujet de leurs mécontentements.

D'autres professionnels sont affectés aux rencontres avec les comités de gouvernance. Les comités de gouvernances, que nous développerons plus bas tiennent des rencontres hebdomadaires en la présence d'un professionnel humanitaire du camp management. Celui-ci intervient pendant les rencontres pour faire prévaloir à chaque fois la vision de l'action humanitaire qui est menée. Il rédige un rapport qu'il remet au chef moniteur. Il n'est pas souvent permis à des tiers de participer, même si cela nous a été autorisé. Tous les mardis ont lieu les rencontres de coordination du site où tous les ONG acteurs sur le site interviennent. Il s'agit de faire un rapport sur l'ensemble des activités de la semaine, de dresser un portrait de l'évolution du site, de présenter les difficultés rencontrées durant l'exercice des activités et recevoir des perspectives de solution de la part des autres acteurs représentés. C'est le camp management qui préside à chaque fois les rencontres. Certains événements extraordinaires peuvent modifier l'agenda quotidien de travail des humanitaires notamment, les visites d'autorités administratives (gouverneur de la région, préfet, sous-préfet, officiers militaires, commissaires de police) et militaires, les visites des représentations d'institutions internationales (Banque Mondiale, Bureau du HCR, Programme Alimentaire Mondial, etc.). La fin de journée marque le retour des professionnels à Garoua Boulai dans leurs logements.

De la gouvernance dans les camps

Pour impliquer les réfugiés dans le fonctionnement des activités humanitaires et surtout dans la gestion de la paix sociale, des comités de gouvernance ont été créés. Il en existe six : comité central, comité mixte, comité des femmes, comité des sages, comité des jeunes et comité de vigilance.

La surveillance et comités de vigilance

Le comité de vigilance fait partie des comités de gouvernance qui ont été créés de manière « statutaire » (cela est prévue dans les dispositions de camp management du HCR). L'histoire de ce comité est une histoire de violence. À notre arrivée dans le site, ce comité avait été dissout suite à ses implications dans des activités qui ont perturbé la sécurité du site. Il avait également été accusé, d'avoir en son sein des membres complices de criminalité dans et hors du site. Cependant, nous avons assisté à son rétablissement et à sa mise en fonction par les autorités civiles et humanitaires.



Figure 4. Au cours d'une grande cérémonie sur le site de Gado Badzeré et en présence d'une foule de réfugiés, Installation par les autorités humanitaires et civiles (HCR, Sous-préfet, chef de la police) du nouveau comité de vigilance et du nouveau Central tous deux destitués 5 mois plus tôt. Crédit Photo : Pierre Boris N'NDE.

Avant ces événements que présentent succinctement les photographies, les comités en questions n'existaient plus. L'histoire des comités de vigilance nous renseigne qu'ils ont été destitués suite à un événement majeur survenu dans le site. Un scandale ayant entraîné un soulèvement au sujet des mariages collectifs organisés par les autorités administratives. Autant les couples chrétiens que musulmans étaient concernés. Une contestation populaire de ces mariages a été organisée par les chefs religieux (musulmans) et de communautés, déclarant ne pas reconnaître ces mariages sous le prétexte qu'ils étaient contre les pratiques musulmanes. Les couples mariés allaient donc être exclus des communautés. S'en est suivi un remous général dans l'ensemble du site. La situation a été contrôlée par les autorités administratives et quelques sanctions s'en sont suivies. Les instigateurs de ce soulèvement ont été séparés et affectés dans d'autres sites lointains. Le comité de vigilance a été dissout principalement accusé de garder le silence sur cette affaire car étant influencé par certains membres du comité parties prenantes de la révolte. Le comité central lui aussi a été dissout, car étant accusé d'avoir mené la révolte. Il faut noter cependant que cet événement, ne constituait que la goutte de trop qui venait faire déborder le vase des suspicions dirigées vers le comité de vigilance et certains chefs de communautés. Le comité de vigilance était accusé de participer à des activités de brigandage, de vols, d'agressions, bref d'insécurité. Il faut cependant noter qu'il fonctionnait quand-même de manière informelle. On comprendra plus loin les implications sur la construction du sujet réfugié. Les propos des professionnels humanitaires du camp management sont brièvement explicatifs de la situation du site en ce moment-là.

Et en dehors de ce comité de vigiles, nous avons le comité de sages, le comité des jeunes, le comité des femmes. Ça ce sont les mécanismes de gouvernance. Le comité central aussi a été destitué, et il va fonctionner bientôt. Il y a également un comité mixte qui nous sert d'intermédiaire entre la population locale et la population des réfugiés. Donc quand il y a problème qui oppose les réfugiés et les riverains, c'est ce comité-là qui doit s'asseoir pour voir. Il est formé des réfugiés et des hôtes. C'est pourquoi il s'appelle mixte. La plupart des comités est composée des leaders communautaires, des chefs de secteurs. Donc c'est ce leader naturel et religieux qu'on met dans un comité de gouvernance et là ça nous facilite de travail avec les réfugiés. Certes notre intervention présente des risques mais, c'est eux qui nous aident à gérer. S'il y a une bagarre générale ce n'est pas moi qui vais aller m'interposer ou mes collègues pour séparer la bagarre. C'est ce comité-là qui commence. Et là nous on nous appelle immédiatement. Et on essaye de maîtriser la situation.

À ce moment-là, sur la question de savoir quand est-ce que le comité sera rétabli dans ses fonctions, les professionnels de PUI répondent, tout en donnant des informations sur leur processus de formation du comité.

On a toujours les réunions pour essayer d'extirper les mauvaises graines, donc on a des réunions avec eux quand même. On a des réunions avec eux chaque jeudi pour essayer d'identifier les mauvaises personnes. Jusqu'à ce que le sous-préfet décide si on redynamise officiellement. Pour que les bonnes graines du comité ne se sentent pas lésées. Parce que les activités de vigiles, c'est le bénévolat, c'est bénévole! Et ils aiment bien. Et ils sont tellement engagés. Alors quand tu es engagé à faire quelque chose, de très dangereux et tu le fais gratuitement, si brutalement on vient on te dit pars, tu peux partir puis nous on pourra être en difficulté. Moi j'ai ressenti que ça les avait affectés. Pour ne pas les laisser dans la nature on a préféré échanger régulièrement. Mais les thèmes ne sont pas les mêmes, c'est un peu plus de moralité maintenant pour essayer de Et tu vois bien qu'on leur a retiré leurs tenues, il y en a qui sont toujours avec... comme le monsieur là. Ils ne font plus de patrouille comme avant. Parce qu'ils faisaient des patrouilles de jour comme de nuit. Les vols étaient limités. Mais maintenant il y a le vol partout, toutes les minutes. Habillé en civil comme tu es là, tu ne pouvais pas entrer, ils allaient t'interpeler pour que tu te présentes, une fois que tu te présentes, ils appellent la coordination. Si c'est le week-end, un véhicule ne peut pas entrer ici, elle ne va pas passer. La nuit si tu entres là ils vont te maîtriser. Ils vont te demander si tu es passé par nous. Ils savent déjà que nous c'est la case de passage. C'est la porte d'entrée et la porte de sortie. Même si tu ne viens pas, eux-mêmes ils te récupèrent et te ramènent ici.

On retient donc que le comité de vigilance a été formé par le camp management et que grâce à lui, il fonctionnait toujours, même si c'était à faible régime grâce au contact humain qui était maintenu. Les activités de surveillance existaient toujours.

Maintenant qu'ils sont rétablis, ils opèrent par des patrouilles à mains nues le jour et ont des outils la nuit. L'essentiel de leurs outils sont : les lampes torches qui permettent d'éclairer, les bâtons qui permettent de dissuader ou de se défendre, les sifflets pour prévenir les autres groupes, les cordes pour immobiliser les brigands appréhendés. Les opérations de surveillance se font en tenant compte des 11 différents secteurs. Le groupe de vigilance compte 50 membres qui se divisent pendant les patrouilles en cinq groupes de cinq personnes. Les 25 autres membres peuvent se reposer pour prendre la relève le lendemain. Chaque groupe de cinq est affecté dans les artères des secteurs de manière à pouvoir patrouiller autour d'au moins deux secteurs chacun. Ils ont des hangars qui leur servent d'abris, où ils peuvent se poser en attendant de se relayer pour circuler. Les bandits appréhendés sont immobilisés et au lever du jour, sont remis aux autorités policières après un rapport au camp management.

La verticalité des rapports

La verticalité des rapports entre réfugiés et acteurs humanitaires est de nature à perpétuer une relation de dépendance, mieux, une relation de pouvoir. Depuis les opérations qui ont présidé à la suspension, puis la destitution et enfin l'affectation de leaders dissidents dans d'autres sites de réfugiés, il s'est installé une certaine crainte du camp management qui a été à l'origine des sanctions. La position de gestionnaire du site qu'occupe PUI suggère de

par son statut, une certaine ascendance sur l'ensemble des activités du site. De ce fait, pour les réfugiés c'est un privilège d'établir des relations particulières avec le camp management. En effet, la participation aux activités bénévoles, au soutien du camp management, ou même des acteurs humanitaires de manière générale, génère une espèce de privilège réservé seulement à ceux qui ont bénéficié, par un quelconque talent, des bonnes grâces des professionnels humanitaires. Il s'opère ainsi ce que j'appelle une distinction d'avec la communauté. Ici, les réfugiés distingués, n'ont plus le même statut que les autres. Par le fait d'être proches des humanitaires, ils peuvent aller jusqu'à renseigner les humanitaires, les forces de l'ordre, servir d'indics et même faire des délations de certains fauteurs de trouble parmi la communauté. Ces propos d'une chef monitrice sont illustratifs au sujet des réfugiés distingués : « ils sont là. Bien qu'ils aient été destitués ils nous sont très fidèles. Ils ne sont pas très loin. C'est eux qui nous aident à gérer ... ». C'est le cas pour ceux qui aident à faire le ménage dans les locaux du camp management, qui ravitaillent en eau potable, qui surveillent les installations humanitaires pour prévenir en cas de vandalisme, qui jouent le rôle de traducteurs auprès des populations bénéficiaires, etc... c'est également le cas pour les chefs des différents comités et même les leaders religieux ou chefs de secteurs. Notons que ceux-ci ne représentent qu'une très faible proportion sur l'ensemble des réfugiés.

On peut également relever cette relation d'ascendance dans les gestes, les expressions du corps, les façons de se tenir en face des professionnels humanitaires. À l'issue de nombreuses observations, nous avons remarqué que les réfugiés avaient des gestes particuliers et des façons de se tenir.

Lors de sollicitations ou de soumission de plainte, les réfugiés, une fois entrés dans les locaux du camp management, s'abaissent en s'accroupissant avant de s'exprimer. Devant cette façon de faire, les professionnels très souvent leur demandent de se relever et de s'asseoir sur une chaise. Il arrive souvent, lors des plaintes communes, qu'il n'y ait pas de chaises suffisantes pour asseoir tous les réfugiés présents. Alors certains s'assoient pendant que d'autres s'accroupissent. D'après nos renseignements, l'accroupissement devant l'équipe du camp management (PUI) traduit une marque de respect. L'accroupissement traduit également la posture de celui qui demande, car c'est très souvent à l'occasion des sollicitations, des demandes de faveur ou d'indulgences que ceux-ci adoptent ces positions. Nous avons également remarqué qu'ils ne le font pas entre eux (le seul cas c'est dans la situation des femmes qui s'adressent à leurs maris), mais très souvent quand ils s'adressent aux acteurs humanitaires. Les simples salutations dans la cour par exemples sont ponctuées par une inclinaison du corps. Nous voyons en cela l'expression d'une relation verticale entre les acteurs humanitaires et les réfugiés. La photographie ci-dessous présente les réfugiés dans le local du camp management. On peut voir quelques membres du comité de vigilance en uniforme, mais aussi quelques réfugiés accroupis. Elle a été prise lors d'une scène de règlement de différend.



Figure 5 scène de règlement de conflit

Ici, les réfugiés se représentent un projet humanitaire policé, dont les capacités de contraintes sont avérées. Cependant, il suscite des craintes, même s'il établit une certaine confiance auprès des réfugiés. La machine administrative qui se déploie montre clairement les formes du pouvoir et l'effet qu'il a sur les vies des réfugiés. L'offre humanitaire est donc un organe contraignant. Elle prend une figure paternelle. On verra plus loin que cette représentation évolue, en fonction des appréhensions que les réfugiés manifestent au sujet de l'environnement de sécurité ou d'insécurité. La figure paternelle peut également être contestée. D'organe de pouvoir, les professionnels humanitaires peuvent très vite devenir des organes inefficaces devant les nécessités de la vie quotidienne.

Un accent particulier a été mis sur le comité de vigilance directement relié à la sécurité. Les autres comités, quoique très importants pour la gouvernance du site, ont été mentionnés, mais seulement dans leurs rapports avec la sécurité ou l'insécurité. Ils feront l'objet d'un développement dans les pages suivantes. Il convient maintenant de se pencher sur les aspects de vulnérabilités qui forgent le climat de sécurité.

Un équilibre instable entre acteurs humanitaires et réfugiés : la vulnérabilité

La vulnérabilité ici renvoie à l'ensemble des pratiques et des activités ou actions qui décrivent, traduisent ou perpétuent le climat de fragilité ou de précarité des réfugiés. Cette vulnérabilité est d'autant plus présente que le danger reste permanent et la cohésion sociale incertaine. Quelques indicateurs peuvent nous permettre d'examiner cette vulnérabilité notamment la peur, les incompréhensions, les soulèvements, les plaintes, les violences ou les crimes.

L'inénarrable peur

La peur représente ce sentiment d'angoisse éprouvé vis-à-vis d'une menace potentielle ou réelle. L'incertitude du lendemain et la difficulté de prévoir le futur placement des réfugiés dans une certaine angoisse. On parlera notamment de l'insécurité alimentaire où la distribution des vivres sous forme d'assistance non seulement n'est pas régulière, mais lorsqu'elle a lieu, offre des quantités très réduites pour les différentes tailles de ménages. Les vivres distribuées sont essentiellement de l'huile de cuisson, du riz, du sel, du haricot, du sorgho et quelque fois de la farine de manioc encore appelée Gorzô dans la langue Gbaya. Les autres formes d'assistance alimentaire sous forme de crédit monétaire par le truchement

des téléphones cellulaires (CBT)⁴, n'offrent pas non plus des sommes suffisantes pour garder les familles à l'abri de la faim. Même si le programme de livelihood (projet de subsistance) initié sur le site dans le cadre de la phase d'autonomisation supporte les projets de coopératives agricoles des réfugiés, il n'est pas ouvert de manière continue et à tous les réfugiés. La précarité qui s'installe n'offre pas un climat de confiance non seulement des réfugiés en eux-mêmes, mais la confiance des réfugiés aux acteurs humanitaires qu'ils considèrent comme responsables d'eux. La peur est donc reliée à l'insécurité alimentaire. Cette peur est indicible, elle se s'observe, se sent et se vit. Dans le cours des activités quotidiennes, dans rythme de vie des réfugiés, dans leur façon de voir l'étranger.

La peur est exacerbée par le déséquilibre dans la cohésion sociale. Ce déséquilibre se manifeste par le vécu des différences religieuses. Même si l'islam reste la religion dominante, il existe des chrétiens et animistes qui non seulement ont du mal à s'exprimer, mais restent opprimés. Nous avons été approchés par un jeune réfugié pourtant très actif pendant la discussion de groupe, mais subitement muet quand survient la discussion sur les questions d'expression d'appartenance religieuse sur le site. Il a promis de nous rencontrer en privé, hors du site de Gado Badzeré pour en parler. Il n'a jamais honoré ce rendez-vous. Nous avons non seulement senti de la gêne, mais de la peur. Cette peur s'insère dans le climat qui a prévalu aux conflits en République Centrafricaine où musulmans et chrétiens s'affrontaient. Pratiquement aucun réfugié ne déclare être chrétien. Pourtant il a été aperçu quelques penchants vers la chrétienté chez certains adultes qui ont vite fait de le nier. Ils craignent que se perpétue dans le site, le conflit centrafricain. Ils préfèrent trouver leur sécurité dans l'assimilation. Dans un certain « en-groupe ». De plus, la dissolution des comités de vigilance a aggravé ce climat d'incertitude. L'en-groupe, c'est la communauté du « nous », qui se veut homogène, qui partage les mêmes valeurs, qui n'admet pas de dissemblances (Chouiki, 1997, 2012, 2013). Pour les communautés, c'est dans l'en-groupe que se forge la sécurité. L'insécurité vient d'ailleurs. L'insécurité peut se traduire par des événements ou actes, mais aussi par un sentiment : le sentiment d'insécurité. Avec la peur, ce sentiment prend de l'ampleur. Le sentiment d'insécurité peut non seulement être établi avec l'espace, mais aussi avec l'inconfort, le bruit ou le trop grand silence (Chaguiboff J., 1991 ; Moser G., Lidvan P., 1991). Il peut être relié à la différence, aux souvenirs. Le sentiment d'insécurité n'est pas moins un état d'insécurité. Bien plus, il transperce les barrières psychologiques pour fragiliser les individus de l'intérieur (Roche S., 1993). Cette fragilité requiert cette pertinence dans la réflexion en ceci qu'elle est sujette à la vulnérabilité et à la domination.

Les aléas de la communication

Les échanges avec les réfugiés se font en fulfulde. Ils sont très peu qui comprennent le français, langue commune des humanitaires. Par contre, il existe des traducteurs à chaque fois. Néanmoins, certains problèmes de communication persistent laissant transparaître des

⁴ Cash Base Transfer qui prévoient des versements d'argent sous forme de crédit par l'opérateur de téléphonie mobile MTN, ce crédit est échangeable dans des boutiques accréditées contre des aliments de diverse nature. Ici, les réfugiés ont la possibilité d'avoir un éventail de produits plus riche que ceux qui sont donnés dans les distributions alimentaires. On parle généralement d'un montant approximatif de 4000 fcfa (à peu près 9\$) par mois pour un ménage de taille 1 (qui comprend une personne). Pour les foyers de plusieurs personnes, ce montant se voit multiplié par le nombre de personnes qui compose le ménage.

frustrations. Certains aspects techniques des activités ou des décisions des humanitaires ne trouvent pas forcément leur équivalent en français et par conséquent ne peuvent être facilement traduits. Parfois, les mots en français sont conservés. De nombreux cas d'incompréhensions ont été observés. Nous allons relever les plus manifestes. Le ratio 70/30 dans la politique de gestion humanitaire prévoit un rationnement de l'assistance humanitaire de sorte que 70% de l'assistance soit accordée aux réfugiés et 30% aux populations hôtes. Hors il est plutôt interprété par les réfugiés d'une manière différente. Pour eux, 70% des emplois humanitaires seraient réservés à des personnes non réfugiés et 30% aux réfugiés. C'est cela qui leur sert de base pour revendiquer leur recrutement dans les ONG humanitaires. Un autre cas est celui des cartes SIM de téléphones cellulaires qui deviennent dysfonctionnelles. Lorsqu'elles deviennent hors d'usage, il est demandé aux opérateurs de téléphonie de fournir de nouvelles cartes. Il arrive qu'elles soient volées et que le montant d'aide prévu ne figure pas dans la SIM. A ce moment, les réfugiés ne comprenant pas le processus d'attribution et de fonctionnement des cartes SIM pensent avoir été volés par les acteurs humanitaires.

Crimes et violences

Si le gouvernement du site « impose » un certain modèle de gestion au sujet de la violence qui s'avère différent des pratiques culturelles des réfugiés, c'est en raison de son atteinte aux droits et libertés. Il n'est pas nouveau de dire que certaines politiques humanitaires entrent en conflits avec les cultures des réfugiés. Les humanitaires travaillent ainsi à la promotion de pratiques jugées violentes. Un exemple patent est celui des mariages précoces. Chez la plupart de ces populations, les jeunes filles sont données en mariage à un âge pré-pubère. Les conséquences observées sont assez traumatisantes. On parle notamment d'affections psychologique et même des risques de fistule obstétricale (de manière générale, il s'agit d'une déchirure des parties génitales au moment de l'accouchement. L'imaturité du corps en est une cause), entraînant ainsi des séquelles graves notamment l'incontinence chronique et parfois la mort. C'est un cas de violence basé sur genre (VBG). Ce témoignage d'un professionnel humanitaire travaillant pour le compte de IMC (International Medical Corps) nous en donne un exemple d'une fille qui:

Tombe enceinte à l'âge de 16 ans d'une grossesse précoce et elle accouche, pendant l'accouchement elle a une déchirure ce qui fait que son vagin et son anus sont au même niveau. Le système de rétention n'existe plus donc les pipis et les excréments sortent à volonté. Elle subit ce qu'on appelle la fistule obstétricale. Dans ce cas c'est la répudiation directe par son mari... l'homme répudie immédiatement sa femme parce qu'elle est devenue invivable, elle sent mauvais, elle porte des couches à longueur de journée et de nuit ; donc du coup le mari vit cela et n'en peut plus. Alors il la répudie chez ses parents. Et ce sont des cas très difficiles à gérer même avec la famille ; même la famille n'arrive pas à supporter... imaginez quelqu'un qui poursuit sa journée avec les excréments sur le corps.

L'insécurité peut donc être vécue dans la famille avant de prendre une forme beaucoup plus large, à l'échelle du site. Si le site de Gado Badzeré est considéré comme un espace à fort potentiel d'insécurité, c'est également dû aux nombreux cas de bagarres parfois sanglantes entre les réfugiés. C'est également dû aux nombreux enlèvements et de décapitations d'enfants. Les agressions, les viols sont également des pratiques qui

insécurisent le site. La fréquence importante de ces violences ne plaide pas en faveur d'un climat de paix dans le site. Les menaces proférées sur le personnel humanitaire lors des plaintes non résolues, l'absence de lumière faite sur la plupart de crimes sont des éléments qui fragilisent la sécurité. Si la violence est endémique, les plaintes exprimées par les réfugiés le sont encore plus. Certaines sont gérées à travers les différents comités de gouvernance. Et d'autres par le camp management. Comme le dit si bien Benoit (2015 : 140), « La pratique démontre que les États tendent à ne pas intervenir dans l'administration de la justice au sein des camps, préférant laisser les réfugiés gérer entre eux les questions qui en relèvent, créant de ce fait un monde parallèle où pour un même problème juridique, des solutions totalement distinctes peuvent être appliquées ». D'autres plaintes encore ne rencontrent pas de solution ou alors attendent toujours d'être traitées. C'est dans cette dynamique d'attente, d'oisiveté que les réfugiés manifestent le plus de propension à la violence et à l'insécurité.

Plus encore, on peut énumérer de nombreux cas d'incidents de sécurité sur le site ou même de mécontentements manifestés par les réfugiés à l'encontre du personnel humanitaire de manière générale. On peut mentionner le cas du personnel de l'entreprise de téléphonie MTN, venu sur le site pour résoudre des problèmes de cartes SIM grillées ou volées. Ceux-ci ont subi l'assaut d'une multitude de réfugiés qui ont cru voir en eux des criminels venus sur le site pour enlever un enfant. L'aide des professionnels humanitaires a été d'un grand secours pour ceux-ci qui ont évité le lynchage. Ceux-ci ont été redéfinis dans une catégorie de hors-groupe (Chouiki, 2012, 2013) et très vite assimilés à des auteurs de troubles. Si un climat d'insécurité prévalait dans le site, les réfugiés étaient à la recherche d'un coupable, d'un bouc émissaire. Les liens de la communauté se resserrent à travers le partage d'une souffrance commune, à l'occasion d'insécurités communément vécues. Dès lors, l'identité naît. Une identité qui se construit à travers les questions de sécurité (N'nde, 2009, 2016).

Cet événement traduisait la colère populaire suite aux crimes perpétrés contre leurs femmes ou leurs enfants et qui n'ont connu jusque-là aucune élucidation. Bien plus, toutes les rencontres en groupe de discussion avec les différents comités de gouvernance étaient marquées par de fréquentes plaintes formulées à l'endroit des professionnels humanitaires, car ceux-ci étaient accusés de ne pas répondre aux exigences des réfugiés. Les représentations des réfugiés s'expriment en termes de désillusion. Plusieurs entretiens font état d'une grande confiance manifestée à l'égard de l'offre humanitaire. Et par la suite, on note une profonde déception et de la colère. Cela est très manifeste chez les jeunes qui n'hésitent pas à se livrer à toute forme de vices ou même de menaces à l'encontre des personnels humanitaires. Par la désillusion, l'organe de pouvoir se voit dépossédé de son pouvoir sur les réfugiés, au moins dans leur esprit. C'est ce qui explique les nombreuses plaintes, les menaces et les tentatives d'émeutes. On a comme l'impression que la révolte se pose comme le seul moyen d'expression, non pas de la violence ou de l'animalité, de l'existence. Les réfugiés parlent et agissent comme si toutes autres voies de recours n'avaient porté aucuns résultats. Comme c'était pour eux l'ultime manière de s'inscrire politiquement dans l'espace humanitaire (Bélanger, Bélanger-Vincent, Landry, 2007). Comme si la seule façon d'opérer leur subjectivation était de se poser en anti-sujet (Wieviorka M., 2012, 2013).

Les acteurs humanitaires considèrent les réfugiés comme des personnes « naturellement » violentes. Donc une certaine méfiance alimente les rapports. Parmi les propos qui illustrent cela, certains qui retiennent notre attention le montrent très bien :

Juste pour dire que la violence est innée chez eux. Ils ne mesurent pas les conséquences de leurs actes. Tu vois un petit enfant frapper sur un autre petit enfant, tu te dis que c'est un grand qui a frappé. Tu vois une femme frapper sur son enfant, tu te demandes si c'est son enfant, la violence, c'est inné chez eux. Les enfants ont des bagarres sanglantes tu ne comprends rien. Et avec l'analphabétisme, il y a aussi l'ignorance. Malgré le fait que les droits et les devoirs se lisent chaque fois, on a multiplié et distribué des documents aux leaders, en leurs langues même pour faciliter la compréhension, on a mis des boîtes à suggestion pour comprendre de manière anonyme certains problèmes, jusque-là on n'a aucun changement. C'est pour ça qu'en matière de sécurité, on est très regardant ici, par ce que c'est trop! tu peux passer juste là et tu crées un problème très grave. Ici on ne s'amuse pas. Ou bien tu peux dire quelque chose à quelqu'un il interprète ça autrement et c'est parti. Donc ça a un lien avec l'éducation. Par ailleurs aussi, nous n'avons pas de poste de sécurité propre au site de réfugiés. Dans tous les sites il y a un poste de sécurité à l'entrée du site. Il y a un endroit où on devait avoir un poste de sécurité là. Avec les forces de maintien de l'ordre tout près, je pense que ça pourrait limiter certains comportements animaux. Comme celui-ci par exemple, ce jeune homme, on n'avait qu'à le référer là-bas. Oui, on n'en parlerait pas, on aurait juste à le référer. Mais nous on est obligé de maîtriser la situation là.

On peut dire plus loin que les représentations des réfugiés au sujet de l'offre humanitaire connaissent une autre évolution qui tend cette fois vers la minimisation de l'offre humanitaire au profit d'une logique d'autonomisation. Ici, les réfugiés manifestent le besoin de s'investir dans leur environnement social et économique, de s'approprier l'espace. Dans cet espace liminaire, le besoin de créer des activités génératrices de revenus devient très répandu. On verra dans les interrelations entre les réfugiés et les humanitaires qu'une relation d'ascendance et de pouvoir persiste chez certains qui évoluent à proximité des acteurs humanitaires. Mais on verra également que les activités commerciales, agricoles ou même de transport rural se développent et favorisent non seulement la quête d'identité du réfugié, mais aussi à travers son autonomisation, sa manifestation en tant que sujet (N'nde, 2016 ; Stébé, 2011). On voit donc se développer autour du site plusieurs projets de coopératives agricoles où on peut observer des cultures de manioc, de melons, de pastèques, de maïs, etc. par ailleurs, certains ont entrepris des activités commerciales de denrées alimentaires, d'autres tiennent des commerces de tailles variées. D'autres encore ont entrepris dans le secteur des transports et sont devenus conducteurs de taxis brousse. Ceux-ci affirment être plus autonomes et désormais hors du processus d'assistance.

Conclusion

Aborder la question de la sécurité en milieu humanitaire reste une entreprise très délicate, car elle reste reliée à un ensemble d'autres phénomènes, événements, pratiques et même des perceptions. L'idée pour nous était de comprendre comment se construisent les représentations des réfugiés sur l'offre humanitaire lorsque se posent des problématiques de sécurité ou d'insécurité. Nous arrivons à voir que l'offre humanitaire de manière générale est liée, dans les perceptions, aux personnels humanitaires. Les réfugiés ne font pas de distinction entre les programmes, l'application des programmes et les personnes qui

l'exécutent. C'est également pourquoi une quelconque insatisfaction est très vite associée aux personnels qui interviennent dans le site et qui ne sont pas automatiquement les initiateurs des projets ou les décideurs. La chaîne de décisions est souvent longue et doit remonter à la hiérarchie de l'organisme qui intervient, ensuite, au bureau du HCR et parfois jusqu'aux responsables des organisations internationales qui offrent conjointement de l'assistance humanitaire. Nous avons vu qu'une relation d'ascendance existait entre les réfugiés et les professionnels de Première Urgence Internationale que nous avons examinés pour ce présent cas. Et que le traitement de certaines situations d'insécurité pouvait faire accroître leur pouvoir et leur autorité sur les réfugiés. Dès lors, PUI en tant que coordonnateur et gestionnaire de camp, dispose d'un moyen de contrainte moral sur les réfugiés. Causer tout acte susceptible de créer des situations d'insécurité aurait pour conséquence une sanction, qui même si elle n'est pas appliquée par les professionnels de PUI, sera tout de même initiée par eux. En décrivant leurs activités, le but était de montrer la présence permanente auprès des réfugiés, la familiarité qui pouvait se créer. Le gestionnaire de camp est l'organe de référence central en cas de difficulté, même si après les bénéficiaires sont conduits ou orientés vers les autres organismes directement responsables de résoudre les difficultés posées. Par ailleurs, ces représentations peuvent évoluer vers une rupture de la confiance lorsque certaines attentes ne sont pas satisfaites. Le camp management cesse d'être le « référentiel central », mais plutôt le responsable des situations de précarité. Les difficultés de communication qui s'installent entre les réfugiés et les professionnels de Première Urgence Internationale en sont un vibrant exemple. Les cas d'insécurité non résolus ne font que perpétuer ce climat de méfiance et peuvent être à l'occasion d'autres situations de violence ou d'une atmosphère de peur. On peut noter un troisième mouvement dans les représentations des réfugiés. C'est celui où le réfugié comprend qu'il ne peut répondre pour sa précarité que devant lui et alors il initie des activités économiques pour se réaliser, pour construire une personnalité. Cette phase d'autonomisation est essentielle pour la construction du sujet, pour la réalisation de soi. Dès lors, pour ceux qui y arrivent, ils s'éloignent de plus en plus de plaintes, de l'assistance humanitaire et même parfois du site de réfugiés. On en a rencontré plusieurs à Garoua Boulaï directement installés dans la ville. Les représentations qui n'évoluent pas vers la phase d'autonomisation, peuvent s'enliser dans l'attente, la lassitude, la violence et l'insécurité.

Bibliographie

- Agier M., 2001, De nouvelles villes : les camps de réfugiés. In: Les Annales de la recherche urbaine, N°91. Villes et guerres. pp. 128-136.
- Agier M., 2002, Aux bords du monde, les réfugiés. Paris, Flammarion.
- Agier M., 2003, « Identifications dans l'exil : les réfugiés du camp de Maheba (Zambie) », Autrepart 2 (n°26), p. 73-89.
- Agier, M., Bouchet-Saulnier, F., 2003, Espaces humanitaires, espaces d'exception. In Weissman, F. (Ed.) A l'ombre des guerres justes: l'ordre international cannibale et l'Action humanitaire. Paris : Flammarion, 303-318.
- Anselme M., 1991, Les quartiers dits insécurs, in Bernard Y. et Segaud M. (Ed.), la ville inquiète: habitat et sentiment d'insécurité, La garenne-colombes, Editions de l'espace européen, 157-174.
- ATLANI L.S., 1997, Assistance aux victimes de violences sexuelles dans les camps de réfugiés Lecture ethnologique des recommandations des agences internationales en matière de soutien psycho-social. Psychopathologie africaine, XXVIII, 1 : 25-53.
- Bélanger V., Bélanger-Vincent A., Landry J-M., 2007, Repenser la violence : Conversation avec Martin Hébert, Aspects Sociologiques - Vol 14, no 1
- Benoit É., 2015, Criminalité et justice sans souveraineté dans les camps de réfugiés du HCR : des systèmes de justice parallèle à l'impunité pour le personnel humanitaire. Revue québécoise de droit international, Hors-série, 129-155.
- Bonafe-schmitt J-P., 1991, La gestion policière de l'insécurité, in Bernard Y. et Segaud M. (Ed.), la ville inquiète: habitat et sentiment d'insécurité, La garenne-colombes, Éditions de l'espace européen, 177-209.
- Chaguiboff J., 1991, La représentation spatiale de l'insécurité, in Bernard Y. et Segaud M. (Ed.), la ville inquiète: habitat et sentiment d'insécurité, La garenne-colombes, Editions de l'espace européen, 67-73.
- Cordell D., Pérouse de Montclos M-A, 2002, « Des « réfugiés » dans l'Afrique précoloniale ? L'exemple de la Centrafrique, 1850-1910 », Politique africaine 1 (N° 85), p. 16-28.
- Doraï M. K., 2008, Du camp à la ville. Migrations, mobilités et pratiques spatiales dans les camps de réfugiés palestiniens au Liban. Asylon(s), réseau scientifique TERRA (Travaux, Études, Recherches sur les Réfugiés et l'Asile).
- <http://data2.unhcr.org/fr/situations/car?id=1099>
- <https://emergency.unhcr.org/entry/42975/camp-coordination-camp-management-cccm>. Consulté le 08/12/2017 à 15h56.
- <https://www.humanitarianresponse.info/fr/operations/cameroon/document/cameroon-profil-de-site-gado-avril-2017>
- Moulin Aguiar C., Tabak J., 1997, « Travail humanitaire et favela globale : la violence urbaine et l'action humanitaire à Rio de Janeiro », Cultures & Conflits [En ligne], 97
- Moser G., Lidvan P., 1991, Environnement et sentiment d'insécurité, in Bernard Y. et Segaud M. (Ed.), la ville inquiète: habitat et sentiment d'insécurité, La garenne-colombes, Editions de l'espace européen, 53-66.
- Norwegian Refugee Council/Conseil norvégien pour les réfugiés, 2008, Le Toolkit de gestion de camp, (NRC)/projet de gestion de camp.
- Pandolfi M., 2006, La zone grise des guerres humanitaires, War and Peace / La guerre et la paix, Anthropologica, Vol. 48, No. 1pp. 43- 58.
- Roche S., 1993, Le sentiment d'insécurité. Paris, PUF.
- Sari H., 2006, Vivre dans le camp, vivre ailleurs. Les Palestiniens réfugiés en Égypte et dans

N'NDE Pierre-Boris, « Environnement sécuritaire et offre humanitaire : l'évolution des représentations des réfugiés du site de Gado Badzeré au Cameroun »

- les Territoires palestiniens. In: Bulletin de l'Association de géographes français, 83e année, 2006-1 (mars). Territoires d'exil : les camps de réfugiés. 76-92;
- Schaut C., 2000, Le sentiment d'insécurité comme fait social total: le cas d'un groupe de paroles, In Campenhoudt L.V. et al. (Ed.) Réponses à l'insécurité, des discours aux pratiques, Bruxelles, Labor.
- Touyem P., 2011, Conjoncture sécuritaire en zone frontalière : Cameroun, Tchad, République Centrafricaine. Éléments d'analyse anthropo-politique du phénomène des coupeurs de route. Yaoundé, Saagraph.
- United Nations High Commissioner for Refugees and International Organization for Migration, 2010, Collective center guidelines, UNHCR.
- Verdirame G. et HarrellBond B.E., 2005, Rights in Exile: Janus-faced Humanitarianism, New York, Berghahn.
- Wieviorka M., 2012, « Du concept de sujet à celui de subjectivation/dé-subjectivation », Fondation Maison des Sciences de l'Homme, WP, 2012 :16.
- Wieviorka M., 2013, La notion de sujet, Interview réalisé par RTA. Consulté en ligne, <http://www.intermag.be/michel-wieviorka-subjectivation-et-violence>, le 01/10/2015 à 16h54.
- Wieviorka M., 2013, Les processus de subjectivation / dé-subjectivation et la violence, Interview réalisé par RTA. Consulté sur Internet ([http : //www.intermag.be/michel-wieviorkasubjectivation-et-violence](http://www.intermag.be/michel-wieviorkasubjectivation-et-violence)) le 01 octobre 2015.
- Wirth L., 1979, « Le phénomène urbain comme mode de vie », in Y. Grafmeyer et I. Joseph (Ed.), L'École de Chicago, Naissance de l'écologie urbaine, Paris, Éditions du Champ urbain.